



RAPPORT D'ANALYSE MENSUELLE DES DONNEES DU MONITORING DE PROTECTION
mai 2018
Tillabéri, Niger



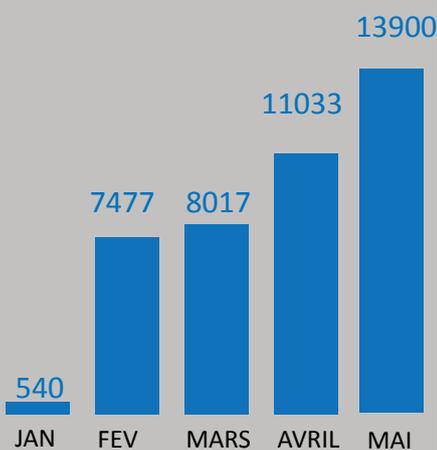
I. APERÇU DE L'ENVIRONNEMENT SECURITAIRE ET DE PROTECTION DANS LA REGION DE TILLABERI

TOTAL DES PDI_s DANS LA REGION DE TILLABERI



13,900

EVOLUTION DU NOMBRE DES PDI_s DE JANVIER A MAI 2018



TOTAL DES INCIDENTS DE PROTECTION RAPPORTES DE JANVIER A MAI 2018



146

La situation sécuritaire dans la région de Tillabéri est restée instable et imprévisible au cours du mois de mai. Les opérations militaires se poursuivent à l'instar de l'opération conjointe Barkhane-G5 Sahel (contingent Nigérien) en cours depuis le 20 mai 2018 dans la zone des "3 frontières", à savoir Mali-Burkina Faso-Niger, ainsi que d'autres opérations militaires telles que l'opération Dongo.

Globalement, la principale menace dans la région de Tillabéri demeure l'activisme des groupes armés non étatiques. La porosité des frontières et l'insuffisance des FDS pour assurer la sécurité dans toutes les zones concernées feraient de certaines espaces une base arrière propice pour divers groupes armés non étatiques.

Les conflits entre les groupes armés dans la bande frontalière du Niger avec le Mali se sont progressivement transformés en un conflit interethnique transfrontalier entre les touaregs et les peulhs. Depuis la fin du mois de mars, entre le 26 et 28 avril, et le 1er et 18 mai 2018, plusieurs attaques ont coûté la vie à des dizaines de civils des deux ethnies au Mali et Niger. Les communes d'Inatès et Abala ont été directement touchées par ces différentes attaques.

Evolution des conflits intercommunautaires en cours au nord Tillabéri/Tahoua et Mali

Mali: Environ 8000 personnes déplacées internes à Anderamboukane, Ménaka, Ifoukareitane et Inekar. Source rapport NRC

Attaque du 26 et 27 avril, contre des camps touaregs de la communauté daoussahak à Aklaz et Awakassa. Au moins 47 personnes seraient tués

1er mai à Tidinbawene
18 touaregs tués

A Ouatagona au Mali, mobilisation des éléments armés et menace des peulhs dans les villages proches de Koutougou

avril

mai

juin

Plusieurs oeulhs tués au Niger (nord d'Abala) en représailles.

En représailles, 1er mai 3 peulhs tués (Inates frontiere)

02 juin 2018, attaque d'un campement peulh au village d'Ibatakan à 20 km d'Inates, une personne blessée

18 mai à Hagaye (commune d'Inates) 17 peulhs tués et une autre grièvement blessée

15 mai à Rigia Koke commune d'Abala 7 peulhs tués

Niger: 13900 personnes déplacées internes dans les communes d'Inates, Ayorou, Abala, Baninbangou

I. APERCU DE L'ENVIRONNEMENT SECURITAIRE ET DE PROTECTION DANS LA REGION DE TILLABERI

Depuis de nombreuses années, à la faveur des accords de paix, au Mali et au Niger suite aux multiples conflits intercommunautaires, une bonne partie des jeunes des deux ethnies a été intégrée dans les forces de défense et de sécurité du Mali et du Niger. D'autres ont intégré pour plusieurs raisons progressivement les groupes armés non étatiques actuellement actifs dans la région de Gao et au nord de la région de Tillabéri et Tahoua. Aujourd'hui, les deux grands groupes armés en conflits (MSA-GATIA et EIGS) sont composés respectivement de touaregs et des peulhs.

En dépit des efforts de pacifications déployées par l'Etat et ses partenaires, les rivalités qui existent depuis plusieurs années entre ces deux communautés (peulhs et touaregs) donnent très souvent lieu à des exactions et des vols de bétails de part et d'autre. En outre, selon certains leaders communautaires, ces conflits permettent une large dissémination d'armes à feu, la constitution de milices ou groupes d'autodéfense ou encore les recrutements des membres de ces communautés par les groupes armés évoluant au Mali qui leur promettent en contrepartie la protection et la suprématie sur les autres communautés.

Suite à ce conflit interethnique, et particulièrement celui du 18 mai 2018 à Hagaye (commune rurale d'Inatès) soldé par une tuerie de 17 peulhs, le ministre d'Etat chargé de l'Intérieur accompagné du gouverneur de la région de Tillabéri, et les responsables des forces de défense et de sécurité se sont rendus sur le lieu de l'incident pour présenter les condoléances du gouvernement et rassurer les populations du soutien de l'Etat du Niger.

Ces tensions intercommunautaires ont créé des mouvements transfrontaliers de p réfugiés, retournés, et déplacés internes. Ces mouvements de population sont observés au Niger dans la région de Tillabéri (communes d'Inatès et Abala), la région de Tahoua, ainsi qu'au Mali dans la région de Gao (8000 PDIs dans la région de Gao, Mali- source : évaluation de NRC Mali).

Dans la même période, dans les localités au nord d'Abala, de Banibangou et d'Inatès, certaines sources signalent que les groupes armés exploiteraient la situation pour augmenter le recrutement des hommes et jeunes et aussi certains groupes ethniques se déplaceraient pour renforcer leur moyen de défense. Il a été rapporté des regroupements des touaregs daoussaks au nord d'Inatès, et des peulhs dans la partie nord d'Abala. Cette situation devient très préoccupante et une méfiance absolue s'observe entre les communautés Daoussahaqs, Imghads et Peulhs soutenue chacune par des groupes armés. Selon les mêmes sources, il n'est pas exclu que certains groupes armés tireraient profit de ces conflits intercommunautaires pour se positionner comme défenseur des groupes ethniques marginalisées ou stigmatisées.

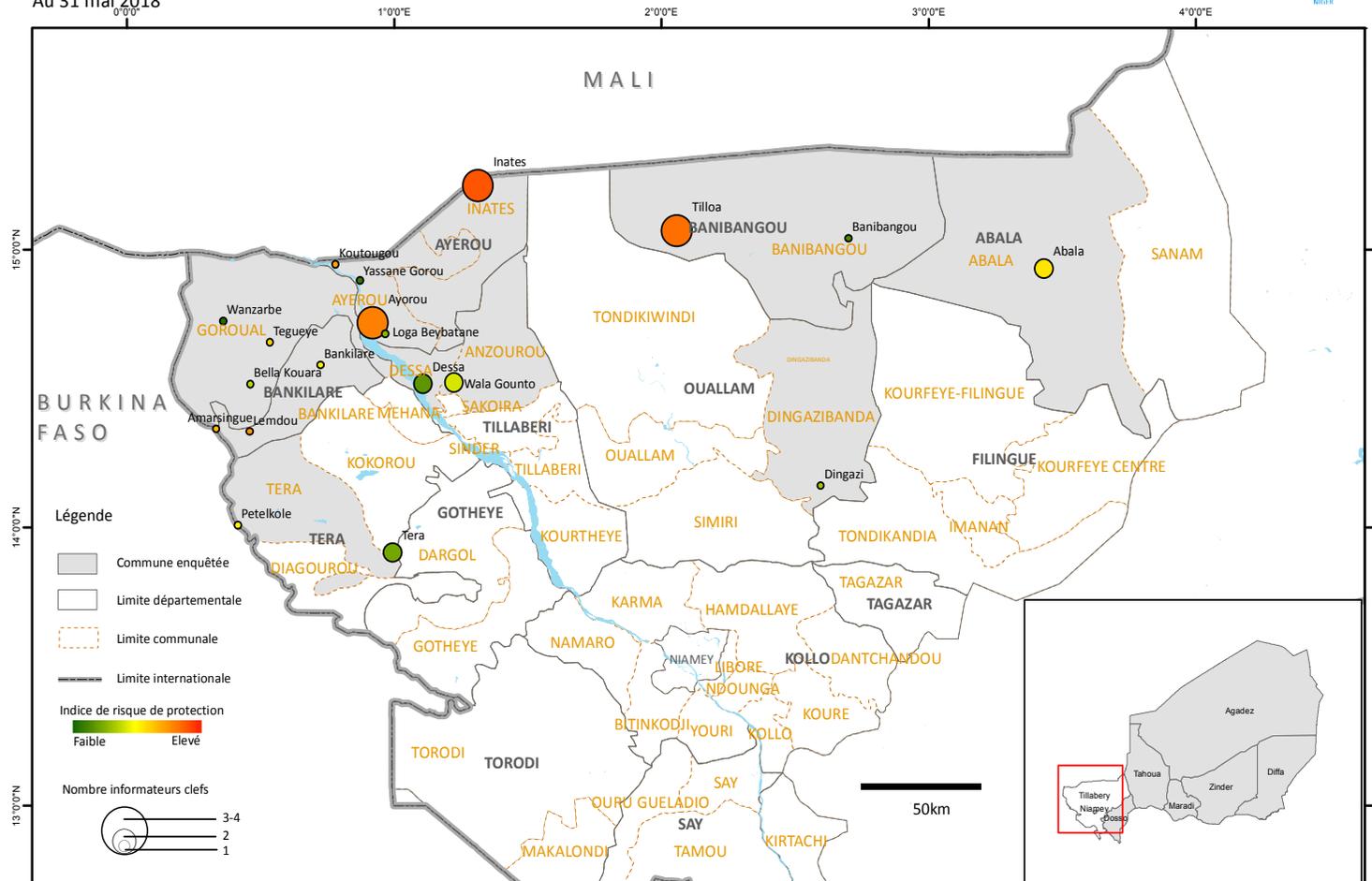
Dans la situation actuelle, les représailles sur les populations au Niger se font suite aux attaques perpétrées au Mali et les auteurs se retranchent au Mali aussitôt après leur forfait.

Au-delà des conflits intercommunautaires, les populations de la région de Tillabéri ont été sujets d'autres exactions au cours de mois de mai telles que : les incursions dans les villages et menace de la population (5 cas), les assassinats (27 personnes), 3 cas d'enlèvements ciblés de personnes à Sabara/ Inatès ; les agressions physiques (6 cas) ; l'attaque d'une mosquée ; et deux attaques des véhicules de retour des marchés hebdomadaires.

II. MONITORING COMMUNAUTAIRE

NIGER: INDICE DE RISQUE DE PROTECTION DANS LES VILLAGES ENQUETES AU MOIS DE MAI 2018 DANS LA REGION DE TILLABERI

Au 31 mai 2018



Les noms et les limites utilisés sur cette carte n'impliquent aucune acceptation ou reconnaissance officielle du Cluster Protection.

Date de création: 6/ 6/ 2018 Source: Monitoring de protection Auteur: Cluster Protection Feedback: Valérie Svobodova, svobodov@unhcr.org Nom du fichier: NER_TILLABERI_INDEX_RISQUE_PROTECTION_31_MAI_2018
 Pour plus d'information visitez: <https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/niger/protection>

Au cours du mois de mai, 19 villages dans 10 communes de la région de Tillabéri ont fait l'objet de monitoring continu, à travers des entretiens avec les informateurs clés et discussions de groupe sur les thématiques suivantes : vulnérabilités, risque liés aux mouvements de population, les incidents de protection, l'accès aux besoins de base, et l'existence d'un mécanisme de la protection communautaire.

Les données collectées au cours de ce mois montrent que dans les villages représentés sur la carte avec des points rouge, orange et jaune les populations ont été plus confrontées aux problématiques de protection (Inatès, Ayorou, Koutougou, Abala, Tiloa) que dans les villages avec des points couleurs verts.

Ceci pourrait s'expliquer par le fait que les PDIs se retrouvent dans certains de ces villages (Inatès, Tiloa, Abala, Ayorou), la limitation de l'accès aux besoins de base, la présence d'incident de protection au cours de ce mois, la limitation de mouvement dus à plusieurs facteurs, l'existence de plusieurs cas de vulnérabilités, avec une absence/réduction du mécanisme de protection communautaire.

II. MONITORING COMMUNAUTAIRE

1- SECURITE ET BIEN ETRE

Les discussions de groupes et entretiens avec la communauté ressortent un sentiment accru de tension, de peur, de méfiance entre les communautés, suite aux tueries dernières à Tidinbawene frontière avec la commune d'Inatès et à Hagaye dans la commune d'Inatès (18 touaregs et 17 peulhs tués), ainsi qu'une psychose générale car craintes éventuels d'affrontements.

Les PDIs ainsi que les communautés de la commune d'Inatès disent être toujours en alerte suite aux rumeurs d'attaques et repréailles de part et d'autres des deux frontières au quotidien, car les risques d'attaques demeurent d'actualité entre les communautés Daoussahaqs, Imghads et les peulhs.

Pour mieux se protéger, les uns ont choisi de se regrouper pour mieux se défendre (regroupement de 4 villages touaregs à Abankor) et d'autres se sont dispersés dans un rayon de 3 kilomètres autour d'Inatès.

Le problème de stress post traumatique est très préoccupant pour ces populations déplacées en particulier les familles victimes de la tuerie d'Hagaye et de Tindinbawene ce qui nécessite un soutien psychosocial. Néanmoins, actuellement il n'y a aucun acteur sur place dans ce domaine.

Pour la plupart des PDIs, il se pose un problème de disponibilité et d'accès aux besoins de base (éducation, santé, marches, WASH, abris). 69% des informateurs clés des localités accueillant les PDIs estiment que l'accès est insuffisant particulièrement en vivres, en abris, d'accès à la santé, (Inatès, Tilloa, Abala). Pour l'accès à l'eau le besoin ressort de façon général en termes d'insuffisance dans les localités suivis au cours du mois.

Les personnes avec les besoins spécifiques sont plus affectées par cette insuffisance d'accès aux besoins de base et aucun mécanisme n'est disponible pour pouvoir les assister.

Selon les autorités d'Ayorou et Inatès il se pose un souci d'abris pour les nouveaux déplacés du village d'Hagaye suite à l'attaque du 18 mai, avec la saison des pluies en cours.

Les points focaux rapportent aussi que l'état du sol pour certains endroit du site d'Inatès est inondable ce qui a poussé certains PDIs à se déplacer vers le village d'Inatès.

2- MOUVEMENT DE POPULATION DANS LA REGION DE TILLABERI

La région de Tillabéri continue d'enregistrer des déplacements internes de population d'une Part et d'autre part l'arrivée des personnes venant du Mali (retournés et demandeurs d'asiles). Lors des évaluations dans les différentes localités au cours du mois de mai, 79 % des informateurs clés estiment qu'il y a des limitations des mouvements dans leur localités, ceci du au couvre feu lié à l'état d'urgence, à la peur de quitter le village car menacé par les éléments des groupes armés (Tilloa), le manque de documentation civile, la peur d'être attaqué (éleveurs peulhs), la présence des éléments armés sur les axes commerciales.

a - Mouvement des personnes déplacées internes dans la région de Tillabéri

Au 31 mai 2018, on estime à 13900 personnes déplacées internes dans la région de Tillabéri, avec 2867 nouveaux déplacés rapportés au mois de mai (Haguaye et Abala).

Suite à la recommandation faite par EHP au gouvernement suggérant l'intégration des personnes déplacées dans les villages d'accueil, trois sites ou zones d'attache ont été identifiés pour abriter les PDIs dans le département d'Ayorou (Inatès et Abankor) et Baninbangou (Tilloa). Une mission conjointe (gouvernement et acteurs humanitaires) a eu lieu dans les différents sites du 24 au 26 mai 2018, afin d'évaluer la viabilité de ces sites et étudier les possibilités de leur conformer aux normes minimales de l'action humanitaire. A la suite de cette mission trois sites ont été proposés par les membres de la mission (Inatès, Tilloa et Tangousman) et des recommandations multisectorielles ont été formulées pour améliorer la prise en charge des PDIs. (Voir rapport mission conjointe Inatès et Tilloa). L'accès reste difficile dans les zones de déplacement des PDIs pour les acteurs humanitaires dans la commune d'Inatès, de Baninbangou en raison de l'insécurité, ainsi que l'état de la route.

Les déplacés d'Inatès sont toujours en attente de la deuxième distribution en vivres et pour les déplacés de Tackanchalock et Abala les réponses aux besoins urgents identifiés lors des évaluations restent non couverts (voir recommandations MSA et ERP).

Selon le rapport MSA d'IRC à Abala au cours du mois de mai, 250 ménages, soit 2153 personnes constitués majoritairement peulhs avec quelques touaregs et haoussa sont arrivés à Ikerfan (nord-est d'Abala),

NIGER: VILLAGES SUIVIS DANS LES 5 DEPARTEMENTS SOUS L'ETAT D'URGENCE DANS LA REGION DE TILLABERI

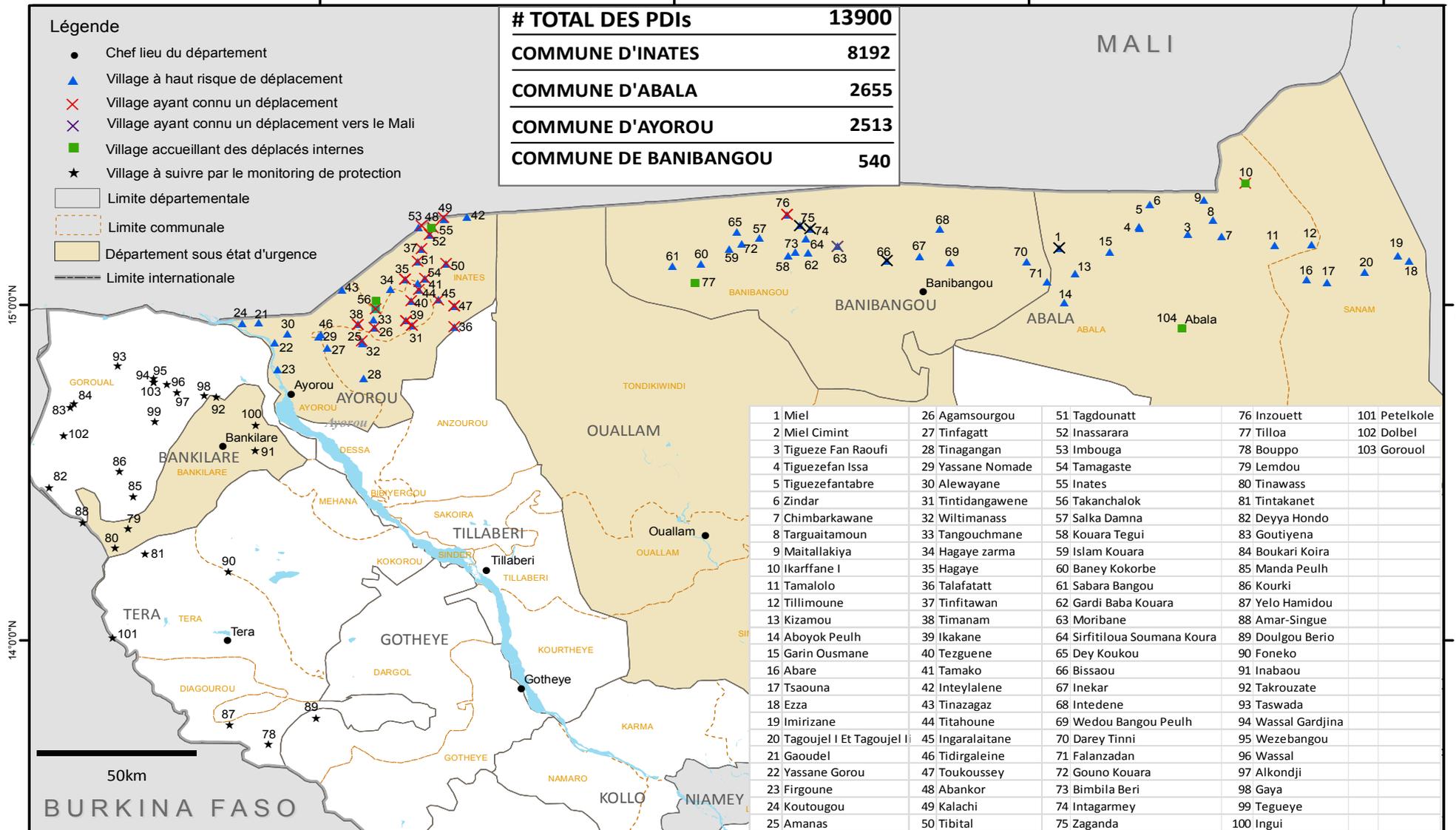
Au 31 mai 2018

1°00'E

2°00'E

3°00'E

4°00'E



Les noms et les limites utilisés sur cette carte n'impliquent aucune acceptation ou reconnaissance officielle du Cluster Protection.

Date de création: 5/ 6/ 2018 Source: Monitoring de protection, IRC Auteur: Cluster Protection Feedback: Valérie Svobodova, svobodov@unhcr.org Nom du fichier: NER_TILLABERI_ETAT_URGENCE_31_MAI_2018

II. MONITORING COMMUNAUTAIRE

venant des localités de d'Agadima, Achané, Midick, Matelequiya, Tankadémi, Etambaou dans la commune d'Abala. Il ressort de ce rapport des besoins multisectoriels urgents tels que : l'installation des PDIs et le besoin d'abris/ NFIs, et vivres ; de renforcement de la coexistence pacifique entre les communautés (peulhs- touaregs) en hors camp et au niveau du camp d'Abala entre les réfugiés en majorité des touaregs et les PDIs des peulhs, la protection de l'enfance ; la prévention et réponse aux VBG ; la documentation civile et l'appui psychosocial aux personnes affectées par l'attaque (Voir MSA et ERP IRC a Abala).

Les raisons des déplacements internes au cours de mois sont entre autres: l'attaque dans leur village et dans la mosquée ; la peur des représailles de certaines ethnies (peulhs ou touaregs) dans les zones où elles sont minoritaires suite aux conflits interethniques en cours; la stigmatisation des peulhs qui se déplacent pour se protéger des menaces Touaregs ; les incursions des hommes armés en motos dans les villages ; les actes de vols de bétail des éleveurs peulhs; les cas d'agressions physiques par les éléments des groupes armés.

b- Déplacements secondaires de personnes déplacés internes

Les points focaux ont signalés des déplacements secondaires des PDIs dans la commune d'Inates. En effet environ 70 ménages en majorité des peulhs ont faits des mouvements de Toukoussey pour Tamagaste et ensuite pour Tagoudounate, et Tintihoune, et 125 ménages sont arrivés à Abankor au en provenance des villages de Guerfisse, Zagzogni, Intahout, Inteilaleine, préalablement déplacés à Inates. Ils sont tous touaregs d'ethnie Daoussahaqs, Imghads. La raison évoquée est la peur d'être attaqué et le besoin d'être avec les membres de la même ethnie.

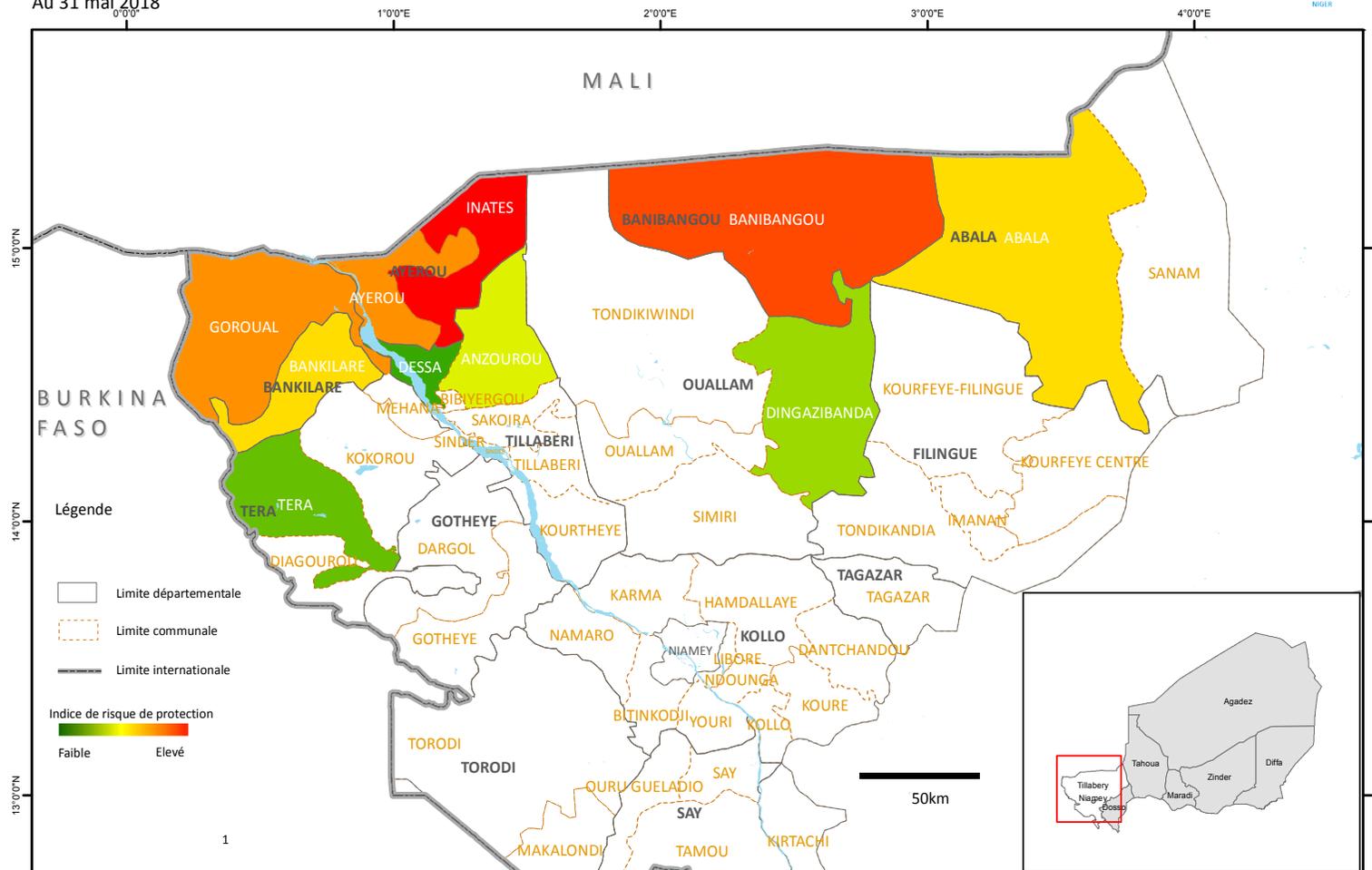
C- Déplacements des populations du nord de la région de Tillabéri vers la région de Ménaka au Mali

Selon les points focaux plusieurs personnes (environ 300 personnes des villages de la commune d'Abala, Baninbagou, et Inates (Tagarney, Zaganda, Koyan, Moribane, N'toussa, Miel, Bissaw,) seraient partis dans la région de Ménaka au Mali au cours du mois d'avril et mai fuyant les opérations militaires et les représailles entre groupes armés, et les conflits intercommunautaires.

II. MONITORING COMMUNAUTAIRE

NIGER: INDICE DE RISQUE DE PROTECTION DANS LES COMMUNES ENQUETÉES AU MOIS DE MAI 2018 DANS LA REGION DE TILLABERI

Au 31 mai 2018



Les incidents de protection rapportés au cours du mois de mai sont pour la plupart liés aux représailles en lien avec les conflits interethniques (touaregs et peulhs) en cours dans la bande frontalière Niger-Mali, avec répercussions dans d'autres localités de la région et quelques cas d'acte de vols de bétails par les bandits armés.

L'analyse des données suite aux entretiens réalisées auprès des informateurs clés montrent que 87 % des personnes interviewées estiment qu'il y a des risques de violence physique ou sexuelle dans leur communauté. Les raisons évoquées pour les informateurs clés au sein des villages situés dans la bande nord frontalière avec le Mali sont les incursions des éléments armés dans leur village (Inatès, Abala), commettant des exactions ainsi que des assassinats, enlèvements, agressions physiques.

La carte ci-dessus montre les communes les plus touchées en rouge, ensuite orange et le jaune et les communes en verte ont été les moins touchées au cours de ce mois.

Les noms et les limites utilisés sur cette carte n'impliquent aucune acceptation ou reconnaissance officielle du Cluster Protection.

Date de création: 6/ 6/ 2018 Source: Monitoring de protection Auteur: Cluster Protection Feedback: Valérie Svobodova, svobodov@unhcr.org Nom du fichier: NER_TILLABERI_INDEX_RISQUE_COMMUNE_31_MAI_2018

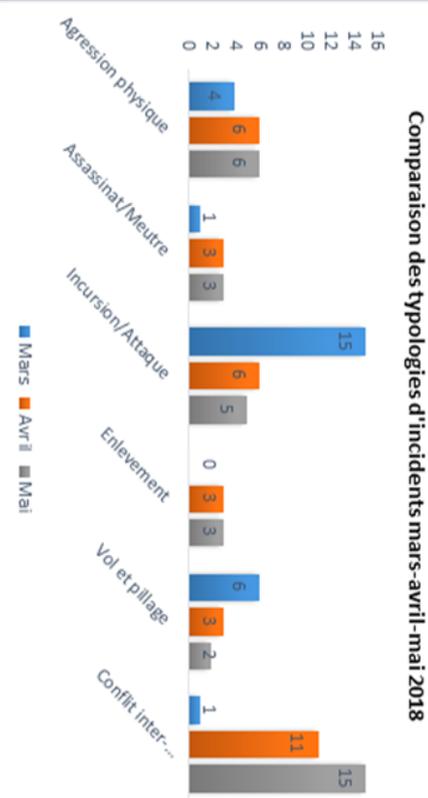
Pour plus d'information visitez: <https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/niger/protection>

D'INCIDENTS DE PROTECTION PAR MOIS

Tendance des incidents de protection par mois



TYPOLOGIE DES INCIDENTS (MARS -MAI)



Comparaison des typologies d'incidents mars-avril-mai 2018

II. MONITORING COMMUNAUTAIRE

3- INCIDENTS DE PROTECTION

Au total 34 incidents de protection ont été rapportés au cours du mois de mai, répartis comme suit :

- Trois cas d'assassinats de 23 personnes (tous des hommes adultes): 17 personnes à Hagaye, 3 personnes sur l'axe Inates/ Tidinbawene de retour des funérailles, deux personnes à Gassa/commune d'Anzourou, une personne tue sur l'axe Inatès-Ayorou suite à l'attaque de leur véhicule

- Trois cas d'enlèvements dont de trois hommes adultes à Sabara commune d'Inates

- Cinq cas d'attaques de la population : au nord d'Abala, à Hagaye, et l'attaque d'un convoi de 3 véhicules de forains en provenance d'Inates axe Ayorou, attaque à Anzourou, et au nord d'Inates

- 6 cas d'agressions physiques des présumés éléments des groupes armés à Hagaye et Sabara commune d'Inatès ; à Gassa, commune d'Anzourou, à Ikarfan commune d'Abala

- Cinq cas d'incursions des éléments des groupes armés non étatiques dans les localités du Niger à Talafat/ Inatès, ultimatum de décamper donné à la population de quitter le village, menace de peulhs au nord d'Abala, nord d'Inates, et incursion au nord de Baninbangou

- 15 localités ont été concernées par les tensions intercommunautaires dans les communes d'Inates (9), d'Abala (3), Bankilaré (1), Ayorou (2).

La problématique majeure est de pouvoir différencier les différents auteurs présumés qui pour la plupart sont tous armés (bandits armés, éléments des groupes armés opérant dans la zone frontalière avec le Mali).

Selon les points focaux, la majorité des auteurs présumés seraient des éléments des groupes armés non étatiques venant du Mali (incursions, attaques, assassinats, enlèvements, menaces de la population) et dans une moindre mesure les bandits armés pour les cas de vols et agressions physiques, attaques des véhicules de commerçants.

4- PREVENTION ET REPONSE AUX VIOLENCES SEXUELLES ET SEXISTES

L'évaluation rapide de protection à Abala, ainsi que les entretiens individuels et discussions de groupe réalisés au cours du mois de mai ressortent des risques potentiels de VBG liés aux mouvements de populations, à la vulnérabilité des PDIs, et à la militarisation de la zone :

- Risque d'agressions sexuelles, de viols

- Risque d'exploitation et pratique de sexe de survie

- Risque de mariage précoce et forcé (deux cas rapportés dont un à Inatès et à Tilloa avec des hommes de la communauté hôte) pour des raisons probablement économiques.

L'absence des acteurs de prévention et de réponse aux VBG dans les localités accueillant les PDIs pour sensibiliser les populations

II. MONITORING COMMUNAUTAIRE

5- PROTECTION DE L'ENFANCE

Les problématiques de protection de l'enfant restent toujours préoccupantes dans la région de Tillabéri. En plus des problèmes structurels (enfants talibés, mariage d'enfant, mendicité forcée...) qui se sont exacerbés suite au déplacement interne de population, les personnes interviewées ont mentionnés les risques de protection suivants :

- Le risque de recrutement au sein des groupes armés, car les enfants sont la plupart du temps seuls dans la brousse avec le troupeau
- La déscolarisation des enfants car moins de 10% d'enfants PDIs sont scolarisés
- Le risque d'agression sexuelle pour les jeunes filles, principalement lors des déplacements hors du village, pour aller chercher de l'eau, au marché ou la corvée de bois de chauffe
- Le risque d'apatridie car la majorité des enfants sont sans documentation civile
- Les risques de séparation de famille car certains parents laissent leur enfants dormir dans les villages à proximité du site pour pouvoir suivre le troupeau (besoin d'eau, de pâturage).

Lors des entretiens, 80% des ICs estiment que les enfants sont à risque d'exploitation et de violence, et la majorité des enfants de 10 à 18 ans travaillent dans la communauté. Ces risques de protection de l'enfant seraient aussi dus au fait que dans la plupart des villages qui ont fait l'objet de suivi au cours de ce mois, les mécanismes communautaires de protection de l'enfance sont inexistantes. Notamment pour la sensibilisation sur les thématiques de protection de l'enfant et pour le référencement des incidents de protection de l'enfant.

Le besoin des activités socio-récréatives et soutien psychosocial pour les enfants se fait sentir vu le nombre élevé d'enfants au sein des PDIs (Tilloa, Inatès).

6- DOCUMENTATION

D'après les réponses recueillies lors des différentes évaluations, la majorité des personnes déplacées ne possèdent pas des documents civils. 57 % des ICs disent que la majorité de la population (les hommes et les femmes) n'a pas de documentation civile (carte d'identité nationale pour les adultes et acte de naissance pour les enfants) et 83% estiment qu'ils ont des difficultés à les obtenir (fermeture des centres d'état civil, dépôt hors délai, frais de paiement, distance des centres du villageetc).

Ce manque de documents pourrait empêcher certains de jouir à leur droit en tant que citoyen nigérien (éducation, santé, libre circulation,...) et aussi les exposer à des risques de protection tels que l'apatridie, les taxes illégales lors des déplacements ; ce qui peut entraver la liberté de circulation.

7-ROBLEMES LIES A LA TERRE ET AUX BIENS

La zone nord de Tillabéri est une zone essentiellement pastorale. Néanmoins, certains éleveurs sédentaires exploitent des terres cultivables. Certains déplacés sont actuellement installés sur les terres cultivables appartenant à la communauté hôte d'où le risque de tension intercommunautaire.

On note aussi un risque de conflit dans l'exploitation des aires de pâturage qui pourrait constituer un obstacle à la cohabitation pacifique entre les deux communautés hôtes et déplacées.

8- COHESION SOCIALE

Les populations des localités de la région de Gao au Mali et du nord de la région de Tillabéri ont une même composition ethnique. La bande frontalière Niger – Mali abrite de nombreuses communautés, notamment des Daoussaks, des Imghads, des Tollébés (Peuls), les Zarma, et des Wodaabés. Le pourcentage des différentes ethnies en conflit actuel à savoir les peulhs et touaregs diffère d'une localité à une autre et dépend des intérêts, de la provenance d'origine des personnes, du territoire ou population à conquérir.

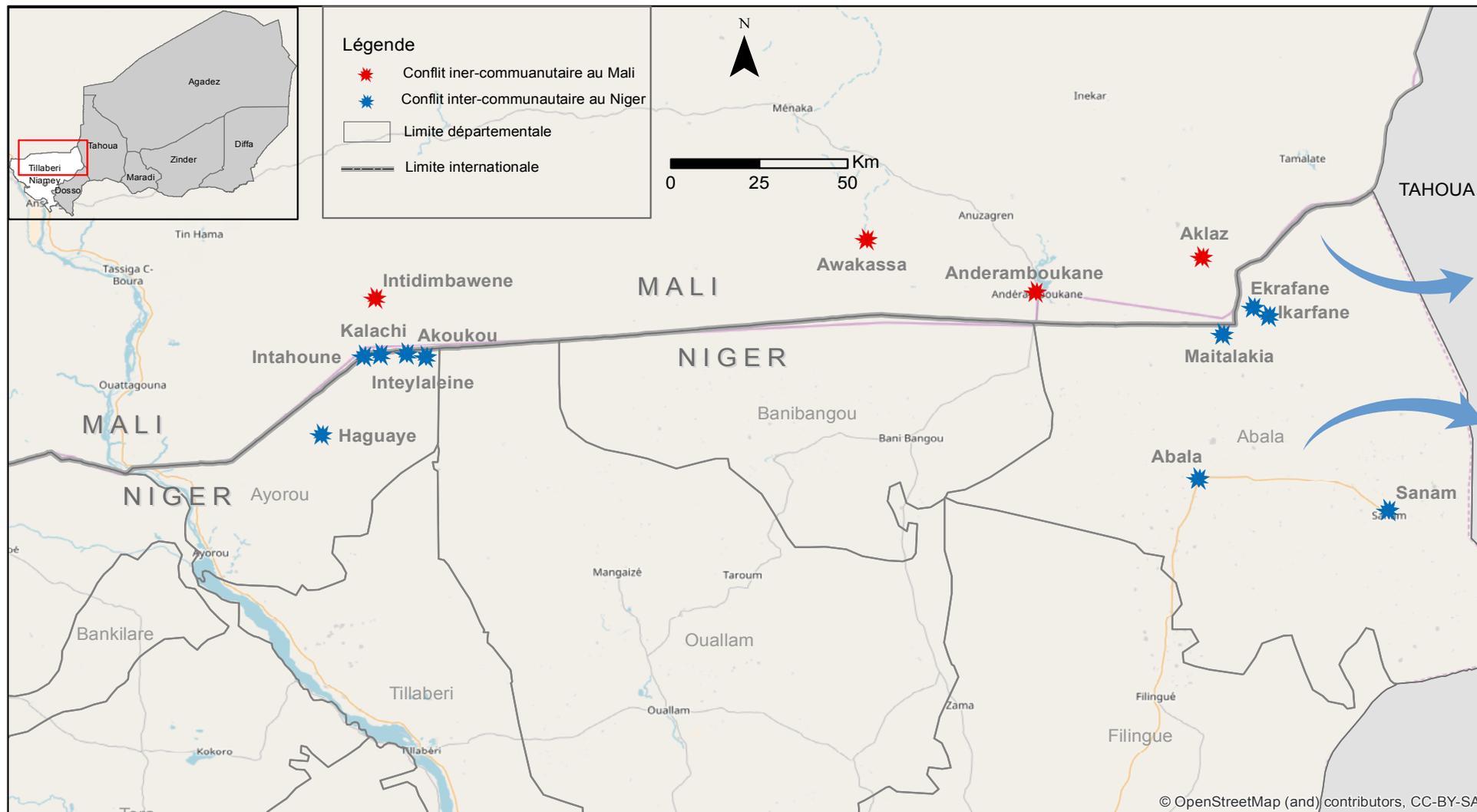
Selon les informateurs clés, à partir de mi-mai, de nombreuses menaces ont été proférées par les touaregs suite à l'attaque du 1er mai 2018 à l'endroit des communautés peulhs et celle-ci s'est malheureusement réalisées le 18 mai 2018 avec l'attaque de

NIGER: LOCALITES AFFECTEES PAR LE CONFLIT INTER-COMMUNAUTAIRE DANS LA REGION DE TILLABERI

A la date du 19 mai 2018



NB: LES COORDONNEES GPS DE CERTAINES LOCALITES NE SONT PAS GARANTIES SANS ERREUR



Les noms et les limites utilisés sur cette carte n'impliquent aucune acceptation ou reconnaissance du Cluster Protection.

Date de création: 22/5 2018 Source: Monitoring de protection Auteur: Cluster Protection Feedback: Valérie Svobodova, svobodov@unhcr.org Nom du fichier: NER_TILLABERI_CONFLIT_COMMUNAUTAIRE_2_MAI_2018

II. MONITORING COMMUNAUTAIRE

la mosquée d'Hagaye par des hommes armés en moto venus du Mali, probablement des touaregs selon les différentes sources.

Suite à ces attaques et menaces de la communauté peulh, un mouvement armé peulh d'autodéfense a vu le jour au Mali le 24 mai 2018 appelé Alliance pour le salut au Sahel (ASS) composé de peulhs du Mali, Niger, Burkina et déclare être un groupe armé pour protéger les populations peulhs.

D'après les recoupements d'informations, les peulhs se sentiraient traquer de part et d'autres des deux frontières et plusieurs d'entre eux résidants au Mali depuis plusieurs années seraient retournés au Niger dans le département d'Abala et de Tahoua.

Finalement, les communautés se trouvent dans un cercle vicieux de représailles entre communautés peulhs et touaregs en conflit avec des risques des dommages collatéraux.

Suite aux différents entretiens, 69% des ICs estiment qu'il existe des problèmes de cohésion sociale dans leur communauté, et qu'il existe très peu de structures communautaires fonctionnels qui se réunissent pour discuter et aborder les problèmes et besoins de la communauté

Les populations déplacées de la commune d'Inatès et Ayerou, ont été très affectées par ce conflit, certaines ont dû quitter le site de peur de représailles et se sont rapprochées d'autres personnes de la même ethnie. Elles sont toutes méfiantes les unes des autres.

Au vu de la situation actuelle selon les leaders communautaires, il est nécessaire de prendre en compte les dimensions sociologiques et historiques des tensions au sein des communautés et entre elles. En plus des réponses focalisées sur les aspects militaires, il serait très important de renforcer les activités en faveur de la coexistence pacifique encore plus dans les localités d'accueil des personnes déplacées, pour éviter la stigmatisation ethnique, la propagation du conflit, les représailles et règlement de compte.

Le conflit entre agriculteurs et éleveurs risquerait de resurgir avec la saison des pluies qui commence, d'où la nécessité d'appuyer les éleveurs en aliments bétail dans les zones agricoles.

DEFIS ET RECOMMANDATIONS

a- Défis opérationnels

- Le défi majeur reste l'accès régulier vers les zones de déplacement des PDIs (sans escorte forcement) en vue d'apporter une réponse et identifier les besoins (Takanchalok, Inatès, Tilloa)
- La mobilité et l'installation dispersée en dehors du site des déplacés de la commune d'Inatès
- Le mauvais état des routes qui pourrait s'aggraver avec la saison des pluies.

Recommandations	Responsables
Renforcer la sécurisation des axes afin d'améliorer l'accès aux personnes dans le besoin Renforcer la sécurité des civils dans les localités, sujets des représailles interethniques	CIMCOORD
Identifier un lieu pour l'installation des PDIs à Abala	Autorités administratives d'Abala
Appuyer les éleveurs en aliments bétail afin de réduire les risques des tensions intercommunautaires (agriculteurs et éleveurs) pendant la saison des pluies Appuyer les agriculteurs en semences, en récupération des terres, en engrais et pesticides pour la saison agricole en cours à Tilloa et Inatès	Cluster SECAL
Débuter les activités de prévention des risques liés aux inondations	Autorités administratives et locales
Mettre en place /renforcer les actions sur la coexistence pacifique Renforcer les capacités des structures communautaires existantes sur les aspects de protection Renforcer les capacités des leaders communautaires sur la cohésion sociale et la gestion pacifique des conflits Renforcer l'approche transfrontalière (Niger-Mali) sur la promotion de la cohésion sociale et du vivre-ensemble	Acteurs de protection/Gouvernement
Mettre en place un cadre d'échange entre les personnes déplacées internes et populations hôtes	Autorités administratives et locales
Mettre en place les projets de prévention et réponse aux VBG dans la région de Tillabéri	Sous-groupe de travail VBG
Poursuivre le renforcement de l'identification des enfants non accompagnés et séparés ainsi que les enfants à risques Mettre en place des activités de sensibilisation sur les thématiques de protection de l'enfance Mettre en place des activités socio-récréatives pour les enfants	Sous-groupe protection de l'enfance
Renforcer l'approvisionnement en eau dans les zones d'accueil des PDIs	Cluster WASH
Plaidoyer auprès du gouvernement pour la réalisation des audiences foraines pour les PDIs sans document d'état civil Plaidoyer auprès du gouvernement pour l'enregistrement des PDIs Sensibiliser les parents et les enfants sur les dangers du conflit interethnique et sur le recrutement des enfants dans les groupes armés	Cluster protection
Sensibiliser la communauté sur le risque de choléra et autres maladies hydro fécales en cette saison de pluie Mettre en place une réponse psychosociale pour les personnes affectées par le conflit	Cluster santé

ANNEXE

Méthodologie

Les données utilisées dans la construction de l'indice de monitoring de protection se basent principalement sur le réseau des informateurs clefs dans les villages suivis. Un ensemble de 22 questions est administré et couvrent les thématiques suivantes :

Vulnérabilité

1. Existe-t-il des cas ou risque de violence physique ou sexuelle dans votre communauté ?
2. Existe-t-il des enfants affectés ou à risque de violence ou d'exploitation dans la communauté ?
3. Existe-t-il des enfants séparés de leurs aidants naturels ou de leurs parents ou des soignants habituels, ou vivent sans des adultes dans la région ?
4. Est-ce que les enfants (de moins de 18 ans) travaillent dans la région ?
5. Est-ce que les personnes âgées et les personnes ayant des besoins spéciaux ont accès aux services sociaux dans votre communauté ? (femmes enceintes, personnes âgées et personnes handicapées)

Démographie

6. Ya-t-il des mouvements de population dans votre communauté ? (départ de personnes ou arrivée de personnes)
7. Ya-t-il des restrictions de mouvement pour les hommes et les femmes dans la région ?
8. Les adultes hommes et femmes ont-ils des pièces d'identité personnelle / documents civils parmi la population ?
9. Ont-ils des difficultés pour obtenir les documents civils ?
10. Les populations de votre communauté ont-ils des problèmes de sécurité, de discrimination ?
11. Existe-t-il une situation d'expulsion forcée ?
12. Existe-t-il des familles qui ont été invitées à quitter leurs abris au cours du dernier mois ?
13. Existe-t-il des problèmes de cohésion sociale ou de conflit / tension ?

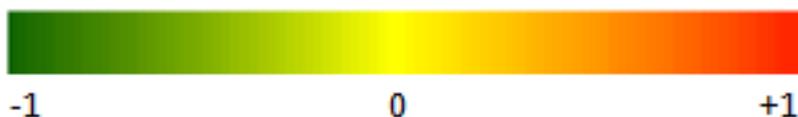
Besoins de base

14. Existe-t-il des infrastructures des besoins de base accessibles (Éducation, santé, marche, ...) ?
15. Les enfants vont-ils à l'école ?
16. Les membres de la communauté ont-ils accès aux services de santé ?
17. Les populations ont-elles accès au marché ?
18. Existe-t-il des infrastructures (WASH) pour accéder à l'eau dans la zone ?

Incidents de protection

19. Pensez-vous qu'il existe des restes d'explosifs de guerre dans votre communauté ? (balle, reste de grenade et autres)
20. Ya-t-il eu des incidents de protection dans votre communauté au cours de ce mois ?
21. Existe-t-il un mécanisme d'autoprotection dans votre communauté ? (comité de vigilance.....)
22. Existe-t-il des structures communautaires dans votre communauté ? (association ou groupe de leaders, de femmes de jeunes ...) qui se réunit ou est organisé pour discuter et aborder les problèmes et les besoins de la communauté ?

Un indicateur composite est créé à partir de ces données pour comparer les différentes localités entre elles et dans le temps. Cet indicateur composite est utilisé pour attribuer les codes couleurs comme suit.



Les localités avec un indice négatif ont moins de problèmes de protection et tendent vers le vert. Celles avec un indice positif ont plus de problèmes et tendent vers le rouge. La valeur zéro indique une situation moyenne et est codée en jaune.

Plus d'information sur la construction d'un indicateur composite

<http://composite-indicators.jrc.ec.europa.eu/>